

Mérignac, le 28 février 2017

Conciliation à la DSNA : un pas en avant, deux en arrière...

Ce vendredi avait lieu à Paris le 3e round de conciliation entre l'UNSA-ICNA et la DGAC, pour tenter de trouver un terrain d'entente et le cas échéant lever le préavis de grève du 6 au 10 mars.

Malgré de très nombreuses propositions/contre-propositions et des échanges qui se sont poursuivis tout le week-end, la négociation s'est terminée sur un constat d'échec. La DSNA ne veut décidément pas appliquer un protocole qu'elle aurait en fait préféré ne pas signer, et ça commence sérieusement à se voir !

Rarement la logique protocolaire aura été aussi malmenée... L'UNSA-ICNA ira désormais jusqu'au Ministère pour faire aboutir ses revendications et amener l'Administration à enfin respecter ses engagement protocolaires.

La DSNA obnubilée par la « contrainte sociale »

Condition *sine qua non* à la signature de l'UNSA-ICNA, le protocole prévoyait la possibilité de « cadres alternatifs » aux expérimentations sur base de 7j/12 « en étudiant en particulier des cadres respectant le travail sur la base actuelle de 1 jour sur 2 sur le cycle », à condition qu'ils soient « de performance équivalente ».

L'UNSA-ICNA a travaillé à Bordeaux, à Brest, mais aussi à Aix, à la définition de tels cadres, démontrant la possibilité de gains importants de capacité avec le 1j/2 sur le cycle, tout en limitant au maximum l'augmentation (malheureusement inéluctable) de la pénibilité.

Mais contrairement à ce qu'annonce le protocole, ce n'est en définitive pas la performance qui intéresse la DSNA. L'enjeu n'est visiblement pas là, comme elle le démontre d'ailleurs en validant à certains endroits des tours de service en 7j/12 qui se révèlent moins capacitifs que les précédents en 1j/2 ! Pour le DSNA qui l'avouait tout à fait librement en début de réunion, le travail des contrôleurs souffre de deux rigidités intolérables : le 1j/2 et le travail en équipe. Les expés ne servent donc pas à rémunérer des gains de performance/productivité, mais bien à payer l'abandon d'un de ces deux fondamentaux... voire les deux !

Forcément, pour l'UNSA-ICNA qui considère le 1j/2 et le travail en équipe comme les deux piliers essentiels des conditions de travail des ICNA, difficile d'être d'accord avec un tel objectif et de trouver un point milieu...

Une recherche de compromis à sens unique

Cependant, face à l'importance des enjeux, l'UNSA-ICNA a mis toute son énergie à la recherche d'un vrai accord de sortie de crise. Il a accepté d'étudier en temps réel des pistes totalement différentes des packages conçus et perfectionnés depuis des mois dans les sections locales, de converger avec certaines des propositions de l'Administration dans une optique gagnant/gagnant. La Secrétaire Générale de la DGAC en personne, présente le 24, avait clôturé la réunion en notant explicitement la volonté de l'UNSA-ICNA de trouver un compromis acceptable par toutes les parties.

Mais ce n'était jamais assez pour la DSNA qui, malgré de grands discours d'ouverture, n'a jamais bougé sérieusement aucun de ses curseurs de toute la négociation. Il fallait toujours « plus de contraintes », le but n'étant plus de trouver une « proportionnalité de la contrainte » avec le 7j/12, mais un dispositif encore plus contraignant !

Comme depuis le début du GT7, et malgré le contexte du préavis très lourd qui s'annonce, la DSNA se contente d'empiler les propositions manifestement inacceptables, faute de pouvoir dire clairement (mais c'est tout comme) : « protocole ou pas protocole, les solutions alternatives, on n'en veut pas ! ».

Puisque la DSNA ne veut pas respecter sa part du contrat, c'est désormais à un niveau supérieur qu'ira négocier l'UNSA-ICNA dans le laps de temps qu'il reste avant une grève qui aura nécessairement un impact fort. Entre une grève Fonction Publique le 7 mars, une salle de Brest incandescente, et le centre d'Aix qui nous rejoindra peut-être (nous l'espérons !) dans cette bataille pour tenter de sécuriser le 1j/2, l'Administration voudra-t-elle réellement « payer pour voir » ? Soyez tous mobilisés : c'est maintenant que ça se joue !

Et le nouveau tour de service ?

Le « package » conçu par la section locale n'a jamais été un projet défendu dogmatiquement par l'UNSA-ICNA. Largement ouvert aux remarques des contrôleurs et des OS (même si, contrairement à ce qu'on peut entendre en salle, jamais aucune n'a voulu travailler sur le sujet...), il a été défini exclusivement pour être une alternative crédible au 7j/12, combinant performance, maintien du travail en équipe, pénibilité maîtrisée et revalorisation salariale (selon les règles définies à l'époque).

Ne voulant pas vendre des contraintes à Paris tout en expliquant à Bordeaux qu'elles ne seront pas faites, pour au final bien finir par devoir les faire, nous avons dès le départ tenu un discours de vérité aux contrôleurs, discours qui a pu faire l'objet de caricatures.

Quoi qu'il en soit, nous n'appelons pas à faire grève pour imposer ce nouveau tour de service. Nous appelons à la grève pour sauvegarder le 1j/2 **dans la durée**, et toute autre solution dans ce sens, qu'elle qu'en soit l'origine, nous irait tout aussi bien ! **Mais à ce jour, rien n'est garanti !**

Le vote CONTRE le 14 mars de l'UNSA et de la CGT permettra certes d'interrompre l'expé 7j/12 et de « sauver » l'été 2017, mais qui peut croire que les mêmes ne reviendront pas à la charge pour 2018, avec des arguments moins fair-play (TDS et quotas dissuasifs, comme à Brest et CDG), et une pression encore plus forte que celle déployée aujourd'hui ?

Seule une **alternative** performante et reconnue financièrement à sa juste valeur permettra d'éloigner définitivement le spectre du 7j/12, et c'est le combat que mène aujourd'hui l'UNSA-ICNA.

